

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): J'aimerais poser au ministre des Finances une question dans le même sens. Comme on se propose de débattre lundi la loi concernant la Banque du Canada, le ministre songerait-il à obtenir l'information demandée et à répondre lundi à ma question marquée d'un astérisque, afin que nous ayons les renseignements pour le débat?

L'hon. M. Fleming: J'ai demandé hier aux fonctionnaires du ministère des Finances d'obtenir ces renseignements. Je ne peux assurer qu'ils soient disponibles mais nous ferons de notre mieux.

QUESTIONS AU SUJET DE DOSSIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. W. Carter (Burin-Burgeo): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État peut-il nous dire quand l'on donnera suite à l'ordre de la Chambre du mercredi 7 juin concernant l'avis de motion n° 142? Cet ordre demande le dépôt de la liste des anciens combattants à qui la commission du gouvernement de Terre-Neuve a remis des gratifications. Il s'agit d'une liste très courte, qui, sauf erreur, ne renferme que 18 ou 19 noms.

L'hon. Noël Dorion (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, j'irai aux renseignements et je fournirai une réponse plus tard.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Je me demande si le secrétaire d'État peut s'occuper aussi de savoir quand l'on compte donner suite à deux motions adoptées dans cette enceinte il y a quelque temps et portant le dépôt de décrets du Conseil qui ne se fondaient sur aucune autorité légale. Ces décrets ont sans doute été édictées car, autrement, la Chambre n'aurait pas adopté la motion qui en exige le dépôt. J'estime qu'il y aurait lieu de procéder avec diligence dans cette affaire.

L'hon. M. Dorion: J'irai aux renseignements, monsieur l'Orateur.

L'IMMIGRATION

MADAME MALONEY—PRÉSUMÉE MENACE
D'EXPULSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, comme le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration est absent, j'aimerais porter une affaire pressante à l'attention du premier ministre. Je regrette de
[L'hon. M. Fleming.]

n'avoir pu l'en aviser, mais je viens tout juste de recevoir une dépêche à ce sujet. Je crois comprendre que l'on détient à la prison d'Oakalla une certaine dame Maloney, à qui l'on refuse tout cautionnement, et qui risque d'être expulsée du Canada d'un moment à l'autre. Le premier ministre peut-il assurer que madame Maloney ne sera pas expulsée avant d'avoir pu faire plaider sa cause, comme il convient, par avocat?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ignore tout de madame Maloney. Je verrai à ce que l'on s'occupe de cette affaire.

LES FEUX DE FORÊT

TERRE-NEUVE—ON DEMANDE L'AIDE DES
FORCES ARMÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, pourrais-je demander au premier ministre, vu que c'est aujourd'hui l'anniversaire de la découverte à Terre-Neuve et qu'aujourd'hui, dans un secteur assez rapproché de l'endroit où débarqua le découvreur du Canada, en 1497, il y a des incendies très graves et qui seront peut-être désastreux, si le Canada songerait à se joindre à la province de Québec pour offrir l'aide qu'il serait possible d'apporter en vue de combattre ces incendies.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois que le ministre de la Défense nationale pourrait répondre à cette question. Son ministère est toujours prêt à donner de l'aide et je suis sûr que le ministre a quelque chose à dire à ce sujet.

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, juste avant d'entrer à la Chambre j'ai appris que Terre-Neuve a demandé l'aide de la Marine royale du Canada et de l'ARC. Cette province a demandé des hommes et du matériel pour combattre les feux de forêt dans la partie nord de la région de St-Jean. Le commandant de la région de l'Est, à Halifax, a ordonné au commandant de la région de Terre-Neuve, le brigadier Morres, de prendre des mesures en vue de répondre à cette demande dans toute la mesure du possible, en faisant appel aux ressources disponibles de la Marine royale et de l'ARC sur les lieux.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, je me permets de remercier le ministre de sa réponse et de lui dire que son attitude sera bien appréciée.